

**ARRÊTÉ n° 2025-DCAT-BEPE-** 443

**du 10 DEC 2025**

**mettant en demeure la société Egiom située route de Lorquin à Héming (57830), de respecter certaines prescriptions relatives à ses activités d'exploitation de la cimenterie sise à Héming**

Le préfet de la Moselle,  
Chevalier de la Légion d'honneur,  
Officier de l'Ordre national du Mérite,

- Vu** le code de l'environnement, livres I et V et notamment l'article L.171-8-I ;
- Vu** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
- Vu** le décret du 28 avril 2025 nommant M. Pascal Bolot, préfet de la Moselle ;
- Vu** le décret du 7 octobre 2025 portant nomination de M. Jérôme Seguy, secrétaire général de la préfecture de la Moselle, sous-préfet de Metz ;
- Vu** l'arrêté DCL n°2025-A-101 du 27 octobre 2025 portant délégation de signature de M. Jérôme Seguy secrétaire général de la préfecture de la Moselle ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 3 mai 1993 relatif aux cimenteries ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n° 2001\_AG\_2\_102 du 12 mars 2001 autorisant la société Egiom à exploiter une cimenterie à Héming ;
- Vu** les éléments transmis par l'exploitant suite à la visite d'inspection du 26 juin 2025 ;
- Vu** le rapport du 3 octobre 2025 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargée de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement, établi à la suite de la visite d'inspection du 26 juin 2025 précitée ;
- Vu** le courrier d'observations formulé à la DREAL Grand Est par la société Egiom le 20 octobre 2025, en réponse au rapport d'inspection qui lui a été transmis le 6 octobre 2025 ;

**Considérant** que le tableau de suivi des équipements, consulté par sondage lors de la visite d'inspection du 26 juin 2025 indique que les contrôles géométriques des réservoirs de stockage sont réalisés tous les 10 ans, alors que la fréquence demandée par l'article 4.3 l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 susvisé est de 5 ans ;

**Considérant** par conséquent que certaines dispositions de l'article 4.3 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié susvisé ne sont pas respectées ;

**Considérant** que les tuyauteries ainsi que le réservoir F sont constitués d'acier inoxydable 316L, que ce matériau est exposé à un risque de corrosion sous calorifuge en raison des températures de fonctionnement des équipements, pouvant évoluer en corrosion sous contrainte, et que ce risque n'est actuellement pas intégré dans la stratégie de contrôle mise en œuvre par l'exploitant ;

**Considérant** que les équipements susmentionnés peuvent contenir des chlorures susceptibles d'entraîner des corrosions localisées au sein des équipements, et que ces modes de dégradations ne sont pas pris en compte dans la stratégie de contrôle du site ;

**Considérant** par conséquent que certaines dispositions de l'article 8 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié susvisé ne sont pas respectées en ce qui concerne la justification des éléments de la stratégie, en fonction des modes de dégradation envisageables ;

**Considérant** qu'aucun document de stratégie de contrôle spécifique n'a été présenté concernant le pont de tuyauterie, et que le suivi des massifs et cuvettes de rétention des réservoirs ne repose sur aucun critère d'acceptabilité clairement défini et ne s'appuie pas sur une stratégie de contrôle détaillée ;

**Considérant** par conséquent que certaines dispositions de l'article 8 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié susvisé ne sont pas respectées en ce qui concerne la définition d'une stratégie mise en place pour le contrôle de l'état de ces équipements (modalités, fréquence, méthodes) et pour la détermination des suites à donner à ces contrôles (méthodologie d'analyse des résultats, critères de déclenchement d'actions correctives de réparation ou de remplacement) ;

**Considérant** qu'il a été constaté que le réservoir métallique destiné à recueillir les effluents de déchets industriels dangereux en cas de fuite des tuyauteries positionnées au-dessus du canal n'est pas sous rétention ;

**Considérant** par conséquent que certaines dispositions de l'article 8 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié susvisé ne sont pas respectées ;

**Considérant** que ces manquements sont de nature à engendrer des risques pour les intérêts visés à l'article L. 511.1 du code de l'environnement ;

**Considérant** que les observations formulées par l'exploitant ne sont pas de nature à remettre en cause l'objet de la mise en demeure, mais que toutefois une modification du délai porté à 6 mois pour se mettre en conformité avec l'article 19 de l'arrêté préfectoral d'autorisation susvisé, a été accordée ;

**Considérant** les dispositions de l'article L.171-8-I du code de l'environnement « *Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine.* » ;

**Sur proposition** du secrétaire général de la préfecture de la Moselle,

## **ARRÊTE**

### **Article 1 :**

La Société Eqiom Cimenterie d'Héming, dont le siège social est situé 49, avenue Georges Pompidou à Levallois-Perret (92300), est mis en demeure de respecter à compter de la notification du présent arrêté, pour l'exploitation de la cimenterie située route de Lorquin à Héming :

1. dans un délai de 6 mois : la prescription de l'article 4.3 (partiel) de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation reprise ci-après : « *Les inspections externes détaillées ([...], les contrôles géométriques, [...]) permettent de s'assurer de l'absence d'anomalies remettant en cause la date prévue pour la prochaine inspection. [...] Cette inspection est réalisée au moins tous les cinq ans, sauf si une visite de routine réalisée entre-temps a permis d'identifier une anomalie [...]* ».

2. dans un délai de 6 mois : la prescription de l'article 8 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation reprise ci-après :

« *[...] Pour chaque équipement ou ouvrage mentionné aux articles 3 à 7 et pour lequel un plan d'inspection et de surveillance est mis en place, l'exploitant élabore [...] [une] stratégie mise en place pour le contrôle de l'état de l'équipement [...] et pour la détermination des suites à donner à ces contrôles [...]*.

*Ces éléments de la stratégie sont justifiés, en fonction des modes de dégradation envisageable [...]*».

3. dans un délai de 6 mois : la prescription de l'article 19 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 2001\_AG\_2\_102 du 12 mars 2001 reprise ci-après : « *Toute unités, parties d'unités ou stockages susceptibles de contenir même occasionnellement, un produit, qui en raison de ses caractéristiques et des quantités mises en œuvre est susceptible de porter atteinte à l'environnement lors d'un rejet direct seront équipés de capacités de rétention permettant de recueillir les produits pouvant s'écouler accidentellement [...]*».

### **Article 3 :**

Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il peut être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

#### **Article 4 : voies et délais de recours**

En vertu de l'article L.171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut être déférée au tribunal administratif de Strasbourg dans un délai de deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision attaquée.

Les particuliers et les personnes morales de droit privé non chargées de la gestion d'un service public peuvent déposer leur recours par voie dématérialisée via l'application Télérecours citoyens depuis le site <http://www.telerecours.fr/>.

#### **Article 5 : exécution**

Le secrétaire général de la préfecture de la Moselle, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est chargé de l'inspection des installations classées, le maire de Héming, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est notifié à la société Eqiom et dont une copie est également transmise, pour information, au sous-préfet de Sarrebourg – Château-Salins et au maire d'Héming.

Pour le préfet et par délégation,  
le secrétaire-général,

Jérôme Seguy

